

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2011)
Heft: 1905

Artikel: Neutralité : la guerre du sens
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025711>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Neutralité: la guerre du sens

Jean-Daniel Delley • 26 mars 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17027>

L'UDC investit le terrain symbolique qu'on a tort de lui laisser

Dans le cadre de la résolution 1973³ du Conseil de sécurité, le Conseil fédéral a autorisé le transit d'un convoi militaire britannique à travers la Suisse. La décision n'a pas plu à l'UDC qui dénonce⁴ une violation de la neutralité. Depuis, comme pour d'autres interventions autorisées par l'ONU par le passé, la Suisse a également autorisé le survol⁵ de son territoire par les avions de la coalition.

La critique est bien sûr infondée (DP 1896⁶). La décision du gouvernement respecte aussi bien le droit international que le droit interne. Qu'importe à l'UDC. Son souci n'a rien de

juridique. Ce parti saisit chaque occasion pour imposer sa vision d'une Suisse anachorète, retirée d'un monde hostile et aux affaires duquel nous n'avons rien à gagner. Il flatte ainsi une opinion d'autant plus apeurée par les désordres du monde qu'elle se croit au bénéfice d'un statut privilégié.

Cette image d'Epinal cultivée, pilonnée même, par l'UDC, instille la croyance que nous sommes seuls maîtres de notre destin, que nous pouvons paisiblement cultiver notre jardin sans nous soucier des soubresauts de la planète.

La double catastrophe naturelle qui frappe le Japon, l'accident nucléaire de Fukushima, les révoltes populaires dans les pays arabes, la volonté de l'Union

européenne de placer les relations bilatérales dans un nouveau cadre institutionnel⁷, pour ne mentionner que des actualités récentes, illustrent bien l'inanité de cette image.

Mais, pour en convaincre l'opinion, encore faut-il répliquer sans relâche à cette imposture. Car le combat politique passe par le sens des mots. Or sur ce terrain, l'UDC n'est pas suffisamment contrée. Dans le cas de l'autorisation de transit, ni le Conseil fédéral – un bref communiqué⁸ au style administratif – ni les partis ne se sont donnés la peine d'une explication détaillée. Comme si la Suisse se gênait de sa collaboration à la mise en œuvre d'une décision de l'ONU.

Rien à signaler dans le satellite

Jean Steinauer • 28 mars 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17053>

Un débat entre diplomates souligne le hiatus entre la Suisse et l'Union européenne

Qu'est-ce que l'Europe attend de la Suisse? A l'Institut national genevois, le 24 mars dernier, la question a fait l'objet d'un débat entre diplomates: les Suisses François Nordmann et Bénédicte de Tschanner entourant le conseiller Thomas Nücke, de la délégation de l'UE à Berne, et Christian Strohal, ambassadeur

d'Autriche. Se dégagea, en guise de réponse, le constat – largement partagé – d'un triple hiatus.

Hiatus entre la perception statique, voire fixiste qu'on se fait à Berne des relations avec l'Union européenne, et la dynamique emportant celle-ci. Quand on a un accord, semblent penser les Suisses, on s'y tient, ou alors on le renégocie. Lorsque nous étions six, neuf ou douze, rétorquent les gens de Bruxelles,

cela pouvait encore marcher, mais nous sommes vingt-sept aujourd'hui, et ce n'est pas fini puisque nous attendons déjà la Croatie pour demain; nous ne pouvons fonctionner avec des règles particulières pour chaque cas particulier.

Hiatus entre le discours du monde politique suisse, toujours soucieux d'indépendance, de souveraineté, d'égalité dans la relation bilatérale, et la réalité d'une satellisation de fait. On